

<https://www.ricochets.cc/L-Etat-capitaliste-et-policier-evacue-de-force-la-ZAD-de-Roybon.html>



L'Etat capitaliste et policier évacue de force la ZAD de Roybon

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mardi 13 octobre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'Etat et le système industriel ne veulent tolérer aucune zone d'autonomie. Rien de doit échapper au totalitarisme étatique et capitaliste ([même les rassemblements privés dorénavant](#)), à ses flics, sa propagande et à ses pelleteuses de la mort.

Les zones sans foi ni loi capitalistes, antidémocratiques et antiécologiques veulent tout contrôler, partout, ne laisser aucun espace public ou privé qui pourrait échapper à leur emprise totalitaire (surtout pas les cerveaux, [avec le projet d'interdire l'instruction hors l'école](#)).

Aussi, la ZAD de Roybon, comme auparavant la ZAD de Notre Dame les Landes est démantelée ce mardi 13 octobre 2020 par la force militaire, avec une présence gendarmesque massive et des moyens disproportionnés. Roybon est sous occupation.

Solidarité aux zadistes !

► Voir cet article sur l'abandon du projet qui fait quelques rappels :

[Roybon : le projet Center Parcs de Pierre et Vacances abandonné !](#) - Un projet inutile anti-écologique et anti-social en moins ! Un peu de vacances pour les milieux naturels de Chambaran



L'Etat capitaliste et policier évacue de force la ZAD de Roybon Les zones de la tyrannie capitaliste, antidémocratique et antiécologique veulent s'étendre partout

Les merdias ne manquent pas à cette occasion de stigmatiser une fois de plus les zadistes et résistants.

Ils essaient encore de dresser les gens contre les écologistes de terrain en disant que l'abandon du projet center parcs est du à l'occupation, alors qu'il est du aussi aux recours juridiques et au fait que **Pierre et Vacances ne parvenait pas à satisfaire les exigences légales** (pourtant souples) concernant les compensations des destructions de zones humides.

Pour les puissants la légalité ne compte que quand il s'agit de détruire les opposants à leurs projets

Pour les élus porteurs du projet, les lobbyistes et les entrepreneurs capitalistes, la légalité ne compte que quand il s'agit de détruire les opposants à leurs projets antiécologiques, mais **quand il s'agit de mener à bien leurs affaires alors la légalité dont ils se réclament sans arrêt à corps et à cri (Argggghh Â« la-démocratie Â» est menacée, les zones de Â« non-droit Â» s'étendent, Â« l'Etat-de-droit Â» doit être respecté, et blablablala) pour essayer de se rendre légitimes peut être ignorée, contournée, interprétée, reconfigurée sur mesure.**

Pour la Â« bonne cause Â», la leur, celle de leurs intérêts et profits, Â« la-légalité Â» doit être souple et arrangeante, tandis qu'elle doit être sans pitié, raide et inaltérable concernant les contestations de leur monde de mort.

Rien de nouveau sous le soleil de Big Brother, les riches et les puissants ont toujours fait la loi, tandis que les flics et l'Etat sont là pour les servir et les protéger, pour qu'ils puissent se servir tranquillement sur le dos des peuples et des écosystèmes.

Bien sûr, comme pour toute règle, il y a parfois des exceptions qui la confirment. Pour des cas trop flagrants, quand la contestation est trop forte, quand il faut mettre en avant une façade avenante (notamment avant les élections) ou

quand le système choisit de lâcher un truc pourri pour que 100 autres puissent continuer sans entraves dans une techno-structure inchangée dans ses bases.

Le système en place sait parfois lâcher un peu de lest pour que la méga-Machine puisse continuer de plus belle et sans être contestée.

S'il y a des zones de Â« non-droit Â» qui doivent disparaître, des zones brutales, tyranniques, destructrices, ce sont bien les mécanismes et l'emprise de la civilisation industrielle, de ses Etats, gouvernements et de son capitalisme.